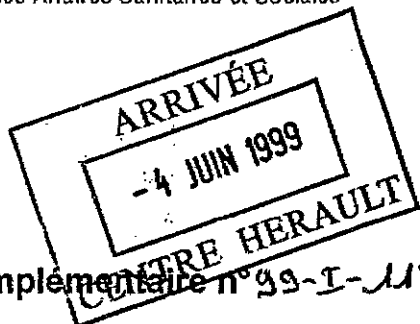


PREFECTURE DE L'HERAULT

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
Santé-Environnement



AMPLIATION

Le Préfet de la région Languedoc Roussillon,
Préfet de l'Hérault,

Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

ARRETE complémentaire n° 99-1-1170

OBJET : Mise en conformité et changement d'exploitant de la décharge contrôlée de résidus urbains du Mas d'Arnaud à Soumont.

- VU** ensemble la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour son application ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 87-I-3411 du 30 octobre 1987 autorisant le président du Syndicat intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères du Lodévois à exploiter une décharge contrôlée de résidus urbains sur la commune de Soumont ;
- VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 97-I-3494 du 23 décembre 1997 ;
- VU** le dossier de mise en conformité présenté par le président du Syndicat Centre Hérault, déclarant reprendre l'exploitation de la présente installation, en lieu et place du SICTOM du Lodévois ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées ;
- VU** l'avis émis le 29 avril 1999 par le Conseil départemental d'hygiène ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Le président du Syndicat Centre Hérault, domicilié B.P. 29, 34800 Clermont l'Hérault, est autorisé à se substituer au président du SICTOM du Lodévois pour l'exploitation de la décharge de déchets ménagers du Mas d'Arnaud, sur la commune de Soumont.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ARTICLE 2 - Le président du Syndicat Centre Hérault, ci-après dénommé "l'exploitant", est mis en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions d'aménagement annexées à l'arrêté préfectoral du 30 octobre 1987 visé ci-dessus et d'effectuer de façon prioritaire, dans le délai de **un mois**, les travaux d'imperméabilisation des canaux de dérivation nécessaires pour empêcher l'intrusion des eaux de ruissellement dans le casier de dépôt des déchets.

ARTICLE 3 - D'ici le **14 juin 1999**, l'exploitant met l'installation en conformité avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 qui s'y appliquent.
Ces prescriptions, énoncées aux articles ci-après, complètent ou remplacent celles de l'arrêté préfectoral du 30 octobre 1987.

ARTICLE 4 - GARANTIES FINANCIERES

D'ici le **14 juin 1999**, l'exploitant constitue, conformément aux prescriptions de l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, les garanties financières destinées à couvrir le coût :

- a) de la surveillance du site,
 - b) des interventions en cas d'accident ou de pollution,
 - c) de la remise en état du site après exploitation,
- pendant la durée d'exploitation et, pour a) et b), pendant la période de suivi post-exploitation.

Pour la période du **14 juin 1999** au **30 juin 2002**, le montant de ces garanties financières est de :
2 000 000, 00 F.

L'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières, conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire fixé par l'arrêté ministériel du 1er février 1996.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1 du décret 77-1133, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

ARTICLE 5 - DEFINITION DES DECHETS ADMIS

La présente installation est destinée au stockage des déchets répondant aux définitions suivantes :

- déchets des catégories D, E1, E2 et E3 tels que définis à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997,
- collectés et traités sur le territoire desservi par le Syndicat Centre Hérault,
- en quantités inférieures à 20 000 tonnes par an.

Ces apports sont autorisés jusqu'au 30 juin 2002 au plus tard. Après cette date sont seuls admis les matériaux nécessaires à la constitution de la couverture finale et à la remise en état de l'installation.

Les apports de déchets de la catégorie E4 et de ceux mentionnés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 sont interdits.

Des apports exceptionnels de déchets ménagers provenant de collectivités voisines du territoire défini ci-dessus peuvent être admis après avoir fait l'objet d'un certificat d'acceptation préalable et d'un accord de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 6 - MOYENS DE SUIVI

L'exploitant tient à jour un registre où il mentionne la nature, l'origine et la quantité de chaque chargement entrant sur le site de l'installation.

Un contrôle visuel du contenu de chaque chargement est effectué.

Tout chargement de déchets ne correspondant pas aux définitions de l'article 4 ci-dessus ou correspondant à une catégorie interdite doit être repris par son détenteur pour être dirigé vers une installation de traitement ou d'élimination appropriée.

Les chargements refusés sont également mentionnés dans le registre, avec l'indication du motif du refus.

Les chargements de déchets admis doivent faire l'objet d'opérations de pesée de façon à pouvoir quantifier les apports en poids.

L'installation est équipée de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7 - AMENAGEMENT DU SITE

La zone à exploiter doit être divisée en casiers, dont la capacité et la géométrie doivent contribuer à limiter les risques de nuisances et de pollution des eaux. Leurs dimensions doivent être aussi réduites que possible, afin de limiter au minimum la surface de déchets exposés aux intempéries.

Chaque casier doit être rempli jusqu'à une cote inférieure de 1 mètre à celle prévue sur le PLAN DU SITE AMENAGE et sur les profils en travers annexés au dossier de mise en conformité.

Chaque casier ainsi rempli doit aussitôt être recouvert d'une couche de matériaux argileux à faible perméabilité d'une épaisseur minimale de 1 mètre et d'une couverture végétale, présentant une pente minimale de 3%, de façon à empêcher la stagnation et l'infiltration des eaux.

ARTICLE 8 - PLAN D'EXPLOITATION

Un plan d'exploitation de l'installation est tenu à jour par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 9 - STOCKAGE DES CARBURANTS ET HYDROCARBURES

Le stockage des carburants nécessaires aux engins d'exploitation doit être effectué conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur (cuvettes de rétention).

ARTICLE 10 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieure ou égal à 45 dB(A)	16 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 60 dB(A) pour la période de jour et 45 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

ARTICLE 11 - PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE

Aucun déchet non refroidi, explosif ou susceptible de s'enflammer spontanément ne peut être admis.

Les abords du site doivent être débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage.

La prévention des incendies est assurée conformément au 9° - 1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 30 octobre 1987.

ARTICLE 12 - PREVENTION DES ODEURS, DES ENVOLS ET DES NUISANCES

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour limiter les dégagements d'odeurs, les envols de déchets et la prolifération des animaux attirés par les déchets.

A cet effet, il fait étaler et compacter les déchets au fur et à mesure de leur arrivée sur le site.

Les déchets compactés sont recouverts de terre de façon à prévenir les nuisances énoncées ci-dessus et au minimum une fois par semaine.

Il met en place et renouvelle chaque semaine, à proximité du lieu d'enfouissement des déchets en cours d'exploitation, une réserve de matériaux de recouvrement suffisante pour 15 jours d'exploitation.

Il fait procéder régulièrement au nettoyage des abords de l'installation.

Tout brûlage de déchets à l'air libre est strictement interdit.

Les activités de tri, de chiffonnage et de récupération des déchets sont interdites sur la zone d'exploitation.

ARTICLE 13 - CONTROLE ET GESTION DES BIOGAZ

Les casiers exploités et recouverts sont équipés, dans un délai d'un an, de puits de mesure des dégagements gazeux.

Une mesure de débit et une analyse de la teneur des gaz en CH₄, CO₂, H₂S, O₂ et H₂O est effectuée chaque année sur chacun de ces puits.

Dès que la composition et le débit des gaz le justifie, une installation d'élimination conforme aux prescriptions de l'article 44 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 est mise en place.

ARTICLE 14 - GESTION DES DECHETS DE L'EXPLOITATION

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires, dans la conception et l'exploitation de ses installations, pour assurer une gestion de ses déchets (huiles de vidange, notamment) dans le respect des dispositions de la loi du 15 juillet 1975.

ARTICLE 15 - CONTROLE DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES

1 - Traitement des lixiviats

Les lixiviats sont captés au fond des casiers et dirigés vers un bassin de stockage.

Leur dilution est interdite.

Leur rejet au milieu naturel est interdit.

Leur élimination est assurée par évaporation, notamment par aspersion à faible débit sur les déchets en cours d'enfouissement.

En conditions exceptionnelles et sur accord des services de police des eaux et d'inspection des installations classées, un rejet peut être temporairement admis, s'il respecte les valeurs fixées à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997.

2 - Eaux superficielles

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la collecte et l'évacuation vers l'extérieur de l'installation des eaux de ruissellement superficielles provenant de l'amont et des eaux pluviales n'ayant pas été au contact des déchets.

L'exploitant assure le suivi de la qualité des eaux superficielles à l'aval de l'installation au moyen de deux prélèvements par an dans le ruisseau des Vignals, sur lesquels sont analysés les paramètres suivants : MES, COT, DCO, azote global, chlorures, phénols, hydrocarbures totaux.

3 - Eaux souterraines

L'exploitant assure le suivi de la qualité des eaux souterraines à l'amont et à l'aval de l'installation au moyen de trois forages interceptant la première nappe.

Avant le 14 juin 1999 puis tous les 4 ans, l'eau prélevée dans chacun de ces forages fera l'objet d'une analyse de référence portant sur les paramètres suivants : coliformes totaux, coliformes thermotolérants, streptocoques fécaux, pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, NO₂, NO₃, NH₄, Cl, SO₄, PO₄, K, Na, Ca, MG, MN, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, PCB, DBO₅.

L'exploitant fait en outre effectuer deux fois par an, sur chacun de ces forages, une analyse portant sur les paramètres : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, COT.

En cas d'évolution défavorable d'un paramètre mesuré, les analyses sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres.

Si l'évolution est défavorable, un plan d'action et de surveillance renforcée est mis en oeuvre par l'exploitant, en accord avec l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 15 - INFORMATION

Les résultats des contrôles et analyses de biogaz et d'eaux superficielles et souterraines doivent être transmis au fur et à mesure à l'inspecteur des installations classées et archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation.

L'exploitant adresse au début de chaque année civile à l'inspecteur des installations classées, ainsi qu'au maire de la commune de Soumont, le dossier d'information du public prescrit par le décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993.

L'exploitant est tenu d'informer l'inspecteur des installations classées de tout accident survenant à l'occasion du fonctionnement de l'installation et de lui indiquer les mesures prises à titre conservatoire.

ARTICLE 16 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

L'article 7 de l'arrêté préfectoral du 30 octobre 1987 est abrogé et remplacé par les dispositions de l'article 23-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 17 - CESSATION D'ACTIVITE

L'article 14 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 1980 est complété par les dispositions de l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 18 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Le présent arrêté est immédiatement notifié au permissionnaire dans la forme administrative et une ampliation est déposée en mairie de Soumont pour y être consultée.

Copies du présent arrêté sont affichées :

- pendant une durée minimale d'un mois en mairie de Soumont,
- en permanence et de façon visible, au siège du Syndicat, ainsi que dans le local d'exploitation de l'installation.

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Hérault, le Maire de Soumont, le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, inspecteur des installations classées et tous les autres chefs de service intéressés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Montpellier, le 19 MAI 1999

P/ LE PREFET,

Le Secrétaire Général

Christian SAPÈDE

Ampliation de l'arrêté dont l'original
figure au registre des arrêtés sous
le n° 99-I-1170

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau,



Liberto CORREAS